



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° DDT-SG-2015303-000-1

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société LA CHANVRIERE DE L'AUBE
Commune de BAR-SUR-AUBE

—

Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

La Préfète de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législatives et réglementaires et en particulier l'article L. 171-1 ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97-652A du 07 mars 1997 qui autorise la société LA CHANVRIERE DE L'AUBE à exploiter son installation de transformation du chanvre ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 20 octobre 2015 établi à l'issue de la visite d'inspection du 22 avril 2015 ;

VU le courriel de plainte d'un riverain, en date du 30 mars 2011, pour nuisances sonores émanant de l'activité de LA CHANVRIERE DE L'AUBE ;

VU le rapport d'étude acoustique de BUREAU VERITAS du 4 mai 2015 ;

CONSIDERANT que l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral n° 97-652A du 07 mars 1997 définit que les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à 3 dB(A) en période nocturne, pour les niveaux de bruit supérieurs à 35 dB(A) ;

CONSIDERANT que suite à la visite d'inspection du 22 avril 2015, BUREAU VERITAS a transmis un rapport d'étude acoustique faisant état du non-respect des émergences sonores induites par les installations de LA CHANVRIERE DE L'AUBE ;

CONSIDERANT que cette non-conformité réglementaire a fait l'objet d'une plainte de la part d'un riverain pour trouble de la quiétude ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de contraindre la société LA CHANVRIERE DE L'AUBE à satisfaire aux exigences des dispositions réglementaires précitées ;

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence de faire application des mesures prévues à l'article L. 171-1 du code de l'environnement en mettant la société LA CHANVRIERE DE L'AUBE en demeure de satisfaire à ces prescriptions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société LA CHANVRIERE DE L'AUBE qui exploite une installation de défibrage, broyage et transformation du chanvre rue du Général de Gaulle sur le territoire de la commune de BAR-SUR-AUBE (10200), est mise en demeure de respecter, dans un délai de 4 mois, les dispositions de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral n° 97-652A du 7 mars 1997, relatives aux niveaux limites de bruit.

ARTICLE 2 :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté est notifié à la société LA CHANVRIERE DE L'AUBE.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives de la mairie de BAR-SUR-AUBE pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la préfecture de l'Aube – direction départementale des territoires – secrétariat général – bureau juridique.

ARTICLE 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, Monsieur le directeur départemental des territoires et Monsieur le maire de BAR-SUR-AUBE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TROYES , le 05 NOV. 2015

La préfète



Isabelle DILHAC

